

Coût :
Moyen à élevé (entre 10 000 et 50 000 TND)*

Durée :
Moyenne à longue (2 à 6 mois en moyenne)*

Échelle :
Moyenne à ouverte*

Taille du public :
Moyenne à large (entre 300 et 1000 participants en moyenne)*

Type de public :
Panel de citoyens représentatifs, volontaires, experts, représentants d'organisations*

Niveau de participation :
Elevé (participation active des citoyens)*

Objectif :
Recueillir les avis et idées des citoyens pour éclairer les décisions politiques et projets de développement*

*Les évaluations mentionnées dans ce tableau sont des estimations générales et peuvent varier en fonction de la nature spécifique de l'activité et de l'entité exécutante



1. Définition de l'outil consultation citoyenne :

La **consultation citoyenne** est un processus démocratique qui vise à impliquer activement les citoyens dans la prise de décisions et la formulation de politiques publiques. C'est une méthode participative qui permet de recueillir les opinions, les idées et les préoccupations des citoyens sur des questions spécifiques afin d'influencer les décisions prises par les autorités locales, les responsables politiques et les décideurs⁶. La **consultation citoyenne** favorise la participation active des citoyens, en leur donnant une voix dans les processus de gouvernance locale et en garantissant que leurs perspectives et leurs intérêts sont pris en compte. Elle offre une plateforme démocratique pour recueillir les contributions des citoyens, renforcer la transparence, la légitimité et la responsabilité dans la prise de décisions publiques.⁷

La **consultation citoyenne** peut prendre différentes formes, telles que des réunions publiques, des enquêtes, des consultations en ligne, des groupes de discussion ou des ateliers participatifs. Elle est utilisée pour informer, influencer et façonner les politiques publiques, les projets de développement urbain, les initiatives communautaires et les décisions locales. En encourageant la participation citoyenne, la **consultation citoyenne** contribue à renforcer la démocratie participative, l'inclusion sociale et la confiance entre les citoyens et les institutions publiques⁸.



6: Gastil, John, and Peter Levine (eds). "The Deliberative Democracy Handbook: Strategies for Effective Civic Engagement in the Twenty-First Century." Jossey-Bass, 2005.

7: White, Linda. "Citizen Participation in Urban Planning." GSDRC Applied Knowledge Services. 2009.

8: Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET). "La démocratie participative en pratique: guide des bonnes pratiques." 2018.

2. Pertinence de l'outil et application en Tunisie : contextualisation

La **consultation citoyenne** est particulièrement pertinente en Tunisie, où la démocratie participative est en pleine évolution depuis la révolution de 2011. La Tunisie a adopté des réformes constitutionnelles et législatives pour renforcer la participation citoyenne et accroître la transparence dans la gouvernance locale. Ces réformes ont jeté les bases d'un système politique démocratique qui donne aux citoyens tunisiens un rôle plus actif dans la prise de décisions publiques. L'outil de consultation citoyenne offre une plateforme pour que les citoyens tunisiens puissent s'exprimer, contribuer aux décisions locales et faire valoir leurs besoins.

En effet, l'une des réformes majeures a été l'adoption de la nouvelle Constitution tunisienne en 2014. Cette Constitution reconnaît le droit des citoyens à la participation, à l'information et à l'accès à la justice. Elle établit les principes de la démocratie participative et de la consultation des citoyens dans les processus décisionnels. Elle garantit également la liberté d'expression, d'association et de réunion, des droits fondamentaux pour la participation citoyenne.

En parallèle, le gouvernement tunisien a adopté des lois et des réglementations spécifiques pour renforcer la participation citoyenne. Par exemple, la loi sur la décentralisation, adoptée en 2018, a conféré aux autorités locales des compétences élargies dans la prise de décisions et a encouragé la participation des citoyens dans les affaires locales. Cette loi a prévu la mise en place de mécanismes de consultation et de participation des citoyens dans les processus de planification et de prise de décisions au niveau local.

De plus, la Tunisie a mis en place des **mécanismes institutionnels** pour faciliter la participation citoyenne. Le **Haut Comité des droits de l'homme et des libertés fondamentales**, créé en 2011, joue un rôle clé dans la promotion de la participation citoyenne et la protection des droits des citoyens. Le **Conseil de la Jeunesse**, créé en 2013, est une autre institution qui encourage la participation des jeunes dans les décisions publiques.





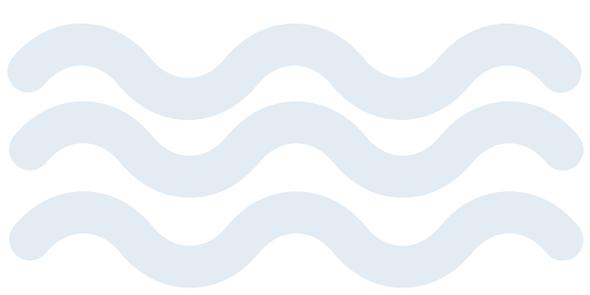
Ces réformes constitutionnelles et législatives ont ouvert la voie à une participation citoyenne plus active en Tunisie. Les autorités locales sont désormais tenues de consulter les citoyens dans le processus de prise de décisions et de rendre des comptes à la population. **La transparence et la redevabilité** sont devenues des principes clés de la gouvernance locale, ce qui favorise une plus grande ouverture aux contributions et aux préoccupations des citoyens.

Ces avancées législatives et institutionnelles offrent un cadre propice à l'application de la **consultation citoyenne** en Tunisie. Elle permet aux citoyens de participer activement à la formulation des politiques publiques, à la planification urbaine et à d'autres domaines d'intérêt local. Ces réformes constituent une base solide pour promouvoir la participation citoyenne et renforcer la démocratie participative en Tunisie.

La Tunisie est également engagée dans un processus de décentralisation et de renforcement de la gouvernance locale, où les autorités locales sont appelées à prendre des décisions plus inclusives et à impliquer activement les citoyens. La **consultation citoyenne** joue un rôle essentiel dans ce processus en permettant aux citoyens de participer à la prise de décisions, d'influencer les politiques publiques et de contribuer au développement durable de leur communauté.

La nouvelle Constitution de 2022 en Tunisie a marqué une étape significative dans le processus de décentralisation et de renforcement de la gouvernance locale. La Constitution de 2022 a introduit l'idée d'une "Assemblée des régions et des districts" dans son article 84, composée de députés élus des régions et des districts, qui joue un rôle crucial dans le contrôle de la mise en œuvre des budgets et des plans de développement régionaux⁹.

Cependant, ce nouveau cadre réglementaire de la décentralisation n'a pas été exempt de controverses. Il a suscité une vive polémique entre les opposants et les partisans de cette nouvelle gouvernance régionale. Certains opposants ont exprimé des inquiétudes quant à la mise en œuvre de cette nouvelle structure, craignant qu'elle ne puisse conduire à une forme de gouvernance centralisée au niveau régional. Certains juristes ont même critiqué cette proposition en soulignant le risque d'une gouvernance excessive des bases, parallèle aux comités populaires du passé¹⁰.



9 : Web Manager Center, "Tunisie : Décentralisation, la Constitution de 2022 propose un nouveau cadre institutionnel," publié le 24 août 2022, <https://www.webmanagercenter.com/2022/08/24/491365/tunisie-decentralisation-la-constitution-de-2022-propose-un-nouveau-cadre-institutionnel/>.

10 : Ibid

D'un autre côté, les partisans de ce nouveau cadre institutionnel ont souligné l'**importance de favoriser la décentralisation et de réduire les disparités entre les régions**. Ils considèrent que l'essentiel est d'atteindre l'objectif d'une meilleure gouvernance des régions, des délégations et des collectivités locales, comme cela a été désiré depuis l'indépendance du pays en 1956. Ils estiment que malgré les controverses, ce nouveau cadre institutionnel offre la possibilité d'améliorer la gouvernance régionale et de garantir une répartition plus équitable des ressources entre les différentes entités territoriales.

Dans le contexte du projet AUTREMENT, cette controverse reflète l'importance du débat en cours sur la meilleure manière d'équilibrer la décentralisation et la centralisation au niveau régional. Elle rappelle également la nécessité de **concevoir des stratégies de participation citoyenne** qui tiennent compte de ces débats en cours et qui permettent aux citoyens d'exprimer leurs opinions sur le nouveau cadre réglementaire de la décentralisation et son impact potentiel sur la gouvernance locale.

En Tunisie, l'application de la consultation citoyenne peut se faire dans différents domaines. Elle peut être utilisée pour **recueillir les commentaires des citoyens** sur des plans de développement urbain, des projets d'aménagement, des politiques environnementales, des stratégies de mobilité durable, ou tout autre sujet d'intérêt public. La consultation citoyenne permet de **garantir une prise de décisions plus éclairée**, en prenant en compte les préoccupations, les idées et les perspectives des citoyens.

L'outil de consultation citoyenne contribue également à **renforcer la confiance entre les citoyens et les institutions publiques**. En donnant aux citoyens la possibilité de s'exprimer et d'être impliqués dans les processus décisionnels, la consultation citoyenne **favorise une gouvernance plus transparente et responsable**. Elle permet de **renforcer la confiance entre les autorités locales et la population**, en **créant un espace de dialogue ouvert et en encourageant la participation active des citoyens**.





3. Utilisation de l'outil consultation citoyenne dans le projet AUTREMENT :

Dans le cadre du projet AUTREMENT, la **consultation citoyenne** a joué un rôle essentiel pour renforcer la participation citoyenne dans la gouvernance locale des municipalités de Kairouan et Mahdia. En impliquant les habitants concernés, les leaders communautaires et les acteurs de la société civile, le projet visait à recueillir leurs opinions et à les intégrer dans les décisions liées au développement urbain durable et aux mobilités actives.



La **consultation citoyenne** dans le projet AUTREMENT a pris différentes formes, telles que des réunions publiques, des ateliers participatifs, des enquêtes ou l'utilisation des réseaux sociaux. Ces différentes approches ont permis d'atteindre un large éventail de participants et de recueillir des perspectives diverses. Les citoyens ont ainsi eu l'occasion de **partager leurs idées, leurs préoccupations et leurs suggestions** sur les projets d'aménagement urbain, les infrastructures cyclables, les problématiques de déplacement et d'aménagement de l'espace, ainsi que d'autres initiatives liées à la mobilité durable.



Ces consultations ont offert une plateforme démocratique pour recueillir les connaissances locales, l'expertise et les expériences des résidents de Kairouan et Mahdia. Leurs contributions ont été prises en compte dans la planification et la mise en œuvre des actions du projet. Les résultats des **consultations citoyennes** ont permis de mieux comprendre les besoins et les priorités des citoyens, d'identifier les obstacles potentiels à la mobilité active et de proposer des solutions adaptées.

Grâce aux **consultations citoyennes**, organisées dans le cadre du projet, les municipalités de Kairouan et Mahdia ont démontré leur engagement envers une gouvernance plus participative et inclusive. Les citoyens ont ainsi eu la possibilité de jouer un rôle actif dans la prise de décisions et de contribuer au développement de leur commune. Cette approche a favorisé également la transparence, la légitimité et la responsabilité dans la gouvernance locale, en donnant aux citoyens une voix dans les décisions qui les concernent directement.

Les résultats des **consultations citoyennes** ont été utilisés pour informer les décisions prises dans le cadre du projet AUTREMENT. Les recommandations, les idées et les préoccupations des citoyens ont contribué à façonner les actions et les politiques mises en œuvre. Il était essentiel que les autorités locales prennent en compte ces contributions afin de garantir que les projets de développement urbain et de mobilité active répondent aux usages et besoins réels des citoyens.

D'un coup d'œil, les **consultations citoyennes** ont joué un rôle central dans le projet AUTREMENT en favorisant la participation active des citoyens dans la gouvernance locale, en recueillant leurs opinions et en les intégrant dans les décisions relatives au développement urbain durable et aux modes de mobilités douces. Cette approche participative a contribué à renforcer la légitimité, la transparence et l'efficacité du projet, en assurant une prise de décisions plus éclairée et une mise en œuvre plus alignée sur les besoins des citoyens.



Résultats des consultations citoyennes menées à Kairouan :

Les **six consultations citoyennes** menées à Kairouan dans le cadre du projet AUTREMENT ont connu une large participation, atteignant directement plus de 500 personnes à travers des questionnaires et réunions publiques dont 350 sont des élèves. Ces consultations spécifiques à Kairouan ont permis de recueillir une cinquantaine de réponses à des questionnaires en ligne et ont réuni environ 150 participants lors des réunions publiques. Les chiffres reflètent l'engagement et l'intérêt des résidents locaux, des leaders communautaires et des acteurs de la société civile de Kairouan dans la gouvernance locale et les décisions relatives au développement urbain durable et à la mobilité douce. Les retours obtenus lors de ces consultations ont été riches en suggestions concrètes, abordant des aspects tels que l'aménagement des pistes cyclables, l'aménagement des placettes devant les écoles et les résidences, les problématiques de circulation, gestion, organisation et usage de l'espace public. Ces chiffres et exemples concrets illustrent l'impact positif de la **consultation citoyenne** à Kairouan en permettant une participation active des citoyens et une intégration de leurs perspectives dans la planification et la mise en œuvre des actions du projet AUTREMENT.

Résultats des **consultations citoyennes** menées à Mahdia :

Les **deux consultations citoyennes** menées à Mahdia dans le cadre du projet AUTREMENT ont permis de recueillir des retours précieux de la part des participants, totalisant environ 260 personnes y compris les questionnaires en ligne et sur terrain . Lors de la consultation sur la piste cyclable à Mahdia, qui a touché une centaine de personnes, la majorité des participants ont exprimé leur soutien à l'aménagement d'une piste cyclable le long de la corniche et dans la zone touristique. Des suggestions ont été formulées concernant la nature de la séparation entre la piste cyclable et la voie de circulation, l'inclusion des taxis dans la planification, la prise en compte des moyens de transport et de livraison, ainsi que la propreté des voies et les problèmes de circulation lors du marché hebdomadaire. Au niveau de la démarche, les participants ont souligné l'importance d'expliquer la vision globale du projet, d'impliquer d'autres acteurs concernés et de sensibiliser les citoyens au changement de comportement.



Le questionnaire de consultation en ligne sur l'**aménagement de deux chemins piétons à Mahdia** a récolté environ 85 participants, dont des représentants du projet AUTREMENT, des élus locaux, des membres de la société civile et des citoyens. Les participants ont exprimé leur enthousiasme envers les propositions d'aménagement, considérant qu'elles mettraient en valeur la ville de Mahdia, son histoire et sa géographie. Les points positifs soulevés incluent l'**amélioration de la qualité de vie des habitants**, la **création d'espaces verts stratégiques**, la **valeur historique des sites** et l'**inclusion** des personnes ayant des besoins particuliers. Des suggestions ont été formulées pour **renforcer la surveillance municipale**, **sensibiliser davantage les citoyens à l'importance des sites** et travailler en collaboration avec la population locale pour **assurer la durabilité des développements**.

Dans la zone de Borj Ras, les principaux problèmes identifiés incluent la **fréquentation par des personnes alcoolisées**, le **manque d'éclairage**, les **trottoirs endommagés**, la **vétusté de l'infrastructure** et le **manque de fleurs et d'arbres**. Les améliorations proposées comprennent l'**interdiction des voitures**, l'**installation de poubelles**, l'**ajout de plantes et de bancs en bois**, ainsi que des mesures visant à améliorer la sécurité, la circulation et la sensibilisation sur l'importance de la pratique du vélo.

Dans la zone du Cimetière Marin, les problèmes identifiés incluent la **fréquentation par des personnes alcoolisées**, le **manque de bancs**, les **problèmes d'ordures**, l'**encombrement**, le **manque de sécurité** et le **comportement immoral**. Les suggestions d'amélioration comprennent l'**amélioration de l'éclairage public**, l'**installation de poubelles**, la **protection de l'environnement**, l'**ajout de bancs**, la **création de parcours de santé**, l'**interdiction des voitures** et l'**amélioration de l'infrastructure routière**.

Il est important de souligner que lors de la conception du projet AUTREMENT, une réflexion approfondie a été menée pour déterminer le niveau de participation le plus approprié tant pour nos objectifs que pour les micro-projets d'aménagement. Idéalement, un niveau de concertation et de co-construction aurait été le plus souhaitable, permettant de combiner à la fois des résultats solides et un processus collaboratif. Cependant, compte tenu des contraintes de temps et du contexte sanitaire défavorable, le projet a pris la décision de s'orienter vers un niveau de participation intermédiaire, situé entre la simple information et la consultation plus approfondie.



Certains éléments de la consultation ont été préalablement définis, tels que l'emplacement de l'intervention à Kairouan ou la nature de l'aménagement envisagé, à savoir la sécurisation des sorties d'écoles. **D'autres éléments ont laissé davantage de choix à la population**. Par exemple, à Mahdia, la consultation a privilégié une intervention sur la corniche plutôt que dans la zone touristique. Il est important de noter que cette approche a été guidée par un souci d'adaptation aux besoins et aux préférences spécifiques de chaque communauté, tout en prenant en compte les ressources et le temps disponibles.

Une étape additionnelle de la démarche consisterait à **évaluer les aménagements réalisés avec la participation de la population**. Cette étape supplémentaire permettrait d'ouvrir la voie à d'éventuelles modifications futures et d'approfondir encore davantage le niveau de participation des citoyens dans le processus de développement. Ce chemin vers une participation plus avancée témoigne de l'engagement du projet envers une approche évolutive et inclusive, visant à **maximiser les avantages pour les communautés locales** tout en respectant les contraintes opérationnelles.

4. Les étapes de la mise en oeuvre de l'outil consultation citoyenne¹¹ :

a. Phase de sélection :

- ☉ Sélectionner un public cible représentatif de la population et de l'espace concerné, en utilisant éventuellement un échantillonnage aléatoire basé sur diverses données démographiques.
- ☉ Nommer un président et un secrétariat et/ou les parties prenantes clés, telles que les résidents, les leaders communautaires, les organisations de la société civile et les autorités locales pour organiser tout le processus de consultation.
- ☉ Définir l'échelle territoriale sur laquelle la consultation sera réalisée (locale, municipale, régionale).
- ☉ Fixer un calendrier des différentes phases/étapes à mettre en oeuvre.

Dans cette étape, il est essentiel de définir les objectifs spécifiques de la consultation citoyenne. Il convient d'identifier les parties prenantes clés, puis d'élaborer un plan détaillé pour la collecte des opinions des citoyens, en déterminant les méthodes et les outils appropriés pour atteindre ces objectifs¹².

11 : White, Linda. "Citizen Participation in Urban Planning." GSDRC Applied Knowledge Services. 2009.

12 : Plan-de-Préparation-de-la-Consultation-Citoyenne

Dans le cadre du projet AUTREMENT, l'objectif spécifique de la **consultation citoyenne** est d'améliorer les aménagements urbains dans les villes de Kairouan et Mahdia. Les parties prenantes clés sont les riverains, les commerçants, les écoliers, les parents d'élèves, l'administration des écoles, les leaders communautaires, les organisations de la société civile et les autorités locales. Un plan détaillé est établi, comprenant des réunions publiques, des ateliers participatifs et des enquêtes pour recueillir les opinions des citoyens.

b. Phase de Communication et d'apprentissage:

- 🕒 Informer les citoyens sur la consultation à venir en utilisant différents canaux de communication, tels que les médias locaux, les réseaux sociaux, les affiches et les réunions communautaires.
- 🕒 Fournir du matériel d'apprentissage (présentations, guide, résumé...) aux participants pour se familiariser avec le sujet abordé.
- 🕒 Organiser des ateliers dirigés par des spécialistes du sujet de la consultation pour permettre aux participants d'entendre des experts liés au sujet et de développer leur compréhension du problème.
- 🕒 Permettre aux participants de débattre et de développer leurs propres idées tout au long du processus.
- 🕒 Définir les objectifs recherchés de la démarche participative pour le projet concerné et établir la feuille de route.

Dans cette étape, une communication efficace est cruciale pour la réussite de la **consultation citoyenne**. Les informations doivent être claires, accessibles et diffusées dans plusieurs langues si nécessaire.

Dans le cadre du projet AUTREMENT, une communication a été mise en place pour informer les citoyens de la **consultation citoyenne**. Des annonces ont été diffusées dans les médias locaux, des affiches sont affichées dans les quartiers, et des publications sur les réseaux sociaux sont partagées pour sensibiliser la population à l'importance de leur participation¹³.

c. Phase d'auditions ou de consultations publiques :

- 🕒 Informer la population et recueillir ses observations, propositions et contre-propositions avant certaines décisions administratives.
- 🕒 Permettre aux citoyens de discuter et de proposer directement des idées, initiatives et alternatives aux décideurs politiques et autorités locales.
- 🕒 Offrir aux décideurs politiques un aperçu de l'opinion publique sur la question traitée.
- 🕒 Organiser des réunions publiques, des ateliers participatifs ou des enquêtes pour recueillir les opinions des citoyens.
- 🕒 Utiliser des méthodes participatives qui encouragent la participation active et garantissent la représentativité des différentes voix de la communauté.
- 🕒 S'assurer que les citoyens se sentent à l'aise pour s'exprimer et exprimer leurs préoccupations.

Dans le cadre du projet AUTREMENT, des réunions publiques sont organisées dans les quartiers de Kairouan et Mahdia, permettant aux citoyens de s'exprimer et de partager leurs opinions sur les aménagements urbains. Des ateliers participatifs sont également organisés, offrant un espace pour la discussion et la collaboration entre les participants. Des questionnaires sont distribués pour recueillir les avis de ceux qui ne peuvent pas assister aux réunions.

d. Phase d'analyse et de synthèse :

- Procéder à une analyse approfondie en identifiant les principales tendances, les points communs et les divergences des opinions citoyennes.
- Synthétiser les résultats de manière claire et accessible, en utilisant des graphiques, des tableaux ou d'autres formats visuels pour faciliter la compréhension.

En ce qui concerne le projet AUTREMENT, une équipe chargée de l'analyse examine en détail les opinions et les suggestions des citoyens après la collecte de données. Les principales tendances et les points communs sont identifiés, et les résultats sont synthétisés de manière claire et accessible. Des graphiques et des tableaux sont utilisés pour illustrer les principaux résultats et rendre l'information compréhensible.

e. Phase de délibération :

- Permettre aux membres de l'assemblée de tirer des conclusions sur ce qu'ils ont appris au cours du processus d'auditions ou de consultations publiques.
- Utiliser un système de vote ou la prise de décision par consensus pour mettre en évidence les points d'accord et de désaccord entre les groupes, tout en gardant à l'esprit que la prise de décision finale reste politique.

Dans cette étape, il est essentiel de rendre compte aux citoyens des résultats de la consultation, par exemple en organisant des réunions publiques, des forums ou des séances d'information pour informer les citoyens des contributions prises en compte et des mesures envisagées en réponse à leurs opinions. Il est important de veiller à ce que les citoyens se sentent entendus, respectés et informés tout au long du processus.

Dans le cadre du projet AUTREMENT, les résultats de la **consultation citoyenne** sont présentés lors de réunions publiques, où les participants peuvent découvrir comment leurs contributions ont été prises en compte et pour permettre aux citoyens de poser des questions et de fournir des commentaires supplémentaires.



f. Le rapport final :

- 🕒 Réaliser un rapport final contenant des recommandations basées sur les résultats de la consultation.
- 🕒 Présenter le rapport aux décideurs politiques concernés ou le soumettre aux citoyens sous forme de référendum, ce qui correspond à un outil plus poussé de participation citoyenne.
- 🕒 Présenter les résultats de la consultation à l'autorité de tutelle ou à un autre organe de décision public pour examen et décision, en fonction de l'objectif et de la portée de la consultation.

Dans cette étape, il faut veiller à ce que les opinions citoyennes soient prises en compte dans la planification et la mise en œuvre des projets. Il est important de faire un retour clair aux participants sur la manière dont leurs contributions ont été intégrées dans les décisions finales et les raisons qui justifient ces choix.

5.Recommandations concernant l'application de l'outil consultation citoyenne :

Recommandations pour les municipalités Tunisiennes :

- 🕒 Adopter une approche inclusive en garantissant la participation de tous les groupes de la société, y compris les groupes marginalisés et vulnérables. Veiller à ce que les consultations soient accessibles à tous et que les voix de tous les citoyens soient prises en compte.
- 🕒 S'assurer que les consultations soient accessibles en utilisant différents canaux de communication pour atteindre un large éventail de citoyens. Utiliser les médias locaux, les réseaux sociaux, les affiches, les réunions communautaires et d'autres moyens pour informer les citoyens et les encourager à participer.
- 🕒 Favoriser la transparence en fournissant des informations claires sur les objectifs, les résultats et les décisions découlant de la consultation. S'assurer que les citoyens comprennent comment leurs contributions ont été prises en compte et utilisées dans le processus décisionnel.
- 🕒 Intégrer la consultation citoyenne dans les processus décisionnels et la planification urbaine à long terme. La consultation doit être une composante essentielle de la gouvernance locale, permettant aux citoyens de participer activement à la prise de décisions et de façonner l'avenir de leur communauté de manière durable.

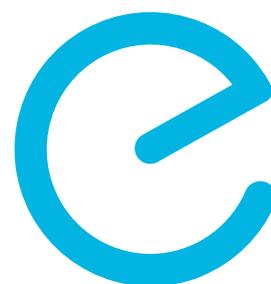
Recommandations pour la société civile Tunisienne :

- ☉ Sensibiliser et mobiliser les citoyens sur l'importance de la participation citoyenne et de la consultation dans la prise de décisions locales. Les Informer sur leurs droits et les encourager à s'impliquer activement dans les consultations organisées par les municipalités.
- ☉ Développer des compétences en matière de consultation et de mobilisation citoyenne au sein des organisations de la société civile. Renforcer les capacités des membres de la société civile pour qu'ils puissent jouer un rôle actif dans la promotion de la consultation citoyenne et dans l'organisation d'initiatives participatives.
- ☉ Collaborer avec les municipalités pour promouvoir la consultation citoyenne. Établir des partenariats avec les autorités locales afin de soutenir et de faciliter la mise en œuvre de consultations efficaces. Travailler en collaboration peut renforcer l'impact et la portée de la participation citoyenne.
- ☉ S'assurer que les résultats de la consultation soient utilisés pour un plaidoyer efficace en faveur de politiques et de mesures concrètes. Utiliser les données et les opinions recueillies pour influencer les décideurs locaux, plaider en faveur de changements positifs et veiller à ce que les préoccupations des citoyens soient prises en compte.





2.
BOURSES &
SUBVENTIONS
POUR LES
INITIATIVES CITOYENNES





Coût :
Moyen à élevé (entre 10 000 et 100 000 TND)*

Durée :
Moyenne à longue (3 mois à 1 an)*

Échelle :
Restreinte à moyenne (quartier à communauté ou ville)*

Taille du public :
Restreinte à moyenne (entre 10 et 100 bénéficiaires en moyenne)*

Type de public :
Initiatives citoyennes, organisations locales ou communautaires*

Niveau de participation :
Partnership (les bénéficiaires sont impliqués dans le processus de demande de subvention)*

Objectif :
Soutenir le développement de projets citoyens et initiatives locales pour améliorer la communauté*

*Les évaluations mentionnées dans ce tableau sont des estimations générales et peuvent varier en fonction de la nature spécifique de l'activité et de l'entité exécutante.



1. Définition de l'outil Bourses et Subventions

Les **bourses et subventions pour les initiatives citoyennes** sont des mécanismes de financement accordés par les municipalités, organisations gouvernementales ou organisations non gouvernementales à des projets et initiatives proposés par des citoyens et des organisations de la société civile. Ces initiatives peuvent couvrir une large gamme de domaines, tels que le développement durable, la préservation de l'environnement, la mobilité urbaine, l'éducation, la santé, la culture, l'entrepreneuriat social, etc. Ces **bourses et subventions** visent à renforcer la participation citoyenne en permettant aux citoyens de contribuer activement à l'amélioration de leur communauté et de leur environnement¹⁴.

Bien que les termes "bourses" et "subventions" soient souvent utilisés de manière interchangeable, ils présentent des nuances significatives dans le contexte du financement des initiatives citoyennes. Les subventions sont généralement attribuées pour soutenir des projets collectifs ayant un impact social, culturel ou environnemental au niveau communautaire. En revanche, les bourses ont tendance à être destinées à des individus ou à de petits groupes pour encourager des activités personnelles, la recherche ou la formation dans des domaines pertinents. Alors que les subventions contribuent à la réalisation d'initiatives communautaires plus larges, les bourses favorisent le développement individuel et le leadership¹⁵.

2. Pertinence de l'outil et application en Tunisie: Contextualisation

En Tunisie, **les bourses et subventions pour les initiatives citoyennes** revêtent une pertinence encore plus cruciale à la lumière du contexte de crise économique et sociale. En soutenant financièrement des projets portés par des citoyens et des organisations de la société civile, ces mécanismes acquièrent une importance accrue en tant qu'outils essentiels pour renforcer la participation citoyenne et encourager l'engagement civique. La Tunisie, tout en poursuivant sa transition démocratique, est confrontée à des défis complexes liés à la démocratie locale, au développement durable et à la résolution des problèmes socio-économiques persistants.

L'application des **bourses et subventions** prend tout son sens dans ce contexte, en fournissant des ressources financières pour concrétiser des projets novateurs qui répondent aux besoins spécifiques des communautés locales. Ces mécanismes stimulent non seulement l'innovation sociale et l'entrepreneuriat local, mais aussi la participation active des citoyens à la résolution des problèmes qui les touchent directement. Ils offrent ainsi un moyen d'action concret pour atténuer les effets de la crise économique et sociale en mobilisant les ressources locales et en promouvant la coopération entre les acteurs publics et privés.

¹⁴ Bourses et Subventions pour les Initiatives Citoyennes, Réseau des Villes, <http://cities.reseaudesvilles.fr/cities/290/documents/1491pmwyw44ufmp.pdf> (Consulté le 31/07/2023).

¹⁵ Ibid.

3.Utilisation de l'outil dans le projet AUTREMENT

Dans le cadre du projet AUTREMENT, des **subventions pour les initiatives citoyennes** ont été instaurées afin de soutenir des projets liés à la mobilité et à la planification urbaine durable à Kairouan et Mahdia. Cette démarche a permis d'encourager les citoyens, les organisations locales et les groupes de la société civile à proposer des initiatives visant à améliorer la mobilité urbaine, à promouvoir des modes de déplacement plus écologiques, à revitaliser les espaces publics et à favoriser des activités culturelles inclusives.

Cinq associations, à savoir **We Love Kairouan**, **JCI Kairouan**, **ADL Tunisie**, **Kairouan Community** et **Mahdia Tawassol**, ont été sélectionnées pour bénéficier de ces financements et mettre en œuvre des projets de services vélo, tels que la location de vélos, des programmes de vélo-école, des visites guidées à vélo, etc. Ces initiatives ont été mises en place au profit des citoyens, contribuant ainsi à renforcer leur engagement dans le projet AUTREMENT et à favoriser leur participation active dans sa réalisation.

BRÈVE PRÉSENTATION DES PROJETS MIS EN ŒUVRE PAR LES 5 ASSOCIATIONS LOCALES DANS LE CADRE DU PROJET AUTREMENT

1.We Love Kairouan : recyclage de vélo ancien pour une nouvelle vie et un nouveau style



L'association [We love Kairouan](#) se lance dans un projet ambitieux appelé « **Bikair** » axé sur **le recyclage et la réparation de vélos**. Les porteurs du projet mettent en place un atelier où des experts en réparation de vélos partagent leur savoir-faire avec les habitants dont surtout les jeunes. De plus, l'association envisage de concevoir une nouvelle marque de vélos durables, esthétiquement attrayants et adaptés à différents besoins et préférences. Cette nouvelle marque mettra l'accent sur la qualité, l'innovation et l'engagement envers l'environnement.

2. Jeune Chambre Internationale de Kairouan : vélo-école pour tous

L'[Association JCI Kairouan](#) met l'accent sur la promotion des modes de déplacement actifs, en particulier le vélo, à travers son projet intitulé « **AVEP : activité vélo en permanence** ». Ce projet vise à **établir des noyaux Vélo-École** dans plusieurs institutions de Kairouan (écoles, universités, entreprises...), afin d'**initier l'apprentissage des bases du vélo** en ville. En plus de cela, la JCI organise **des sorties mensuelles** avec les personnes formées. Ils prévoient également de lancer une **bourse aux vélos** pour encourager l'accès à ce moyen de transport.



3. Agence de la Démocratie Locale :

Location et sorties à vélo pour découvrir le patrimoine de la région



L'Agence de la Démocratie Locale Tunisie s'engage à rendre le vélo accessible à tous. Leur projet « VéloPark » est axé sur la location de vélos dans leur tout nouveau local à la médina de Kairouan. De plus, VéloPark propose des services de cyclotourisme comprenant des circuits à thèmes passionnants et des événements majeurs centrés sur le vélo afin de découvrir la ville de Kairouan et ses environs.

4. Kairouan community : un projet à objectif social dans un quartier populaire :

